



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Economistes ruraux et essais de prospective

Monsieur Georges Severac

Citer ce document / Cite this document :

Severac Georges. Economistes ruraux et essais de prospective. In: Économie rurale. N°96, 1973. Le rôle des économistes ruraux. pp. 17-23;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1973.2208>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1973_num_96_1_2208

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

Les économistes ruraux sont en situation d'observateurs des possibilités et des limites des sociétés industrielles. Mais la complexité de leur objet d'étude les met en garde contre les généralisations trop rapides et ils ont tendance à se défier des prises de positions tranchées.

Après avoir critiqué les mythes qui se développent autour des thèmes de la pollution industrielle ou de la réforme des unités de production, l'auteur critique les mythes scientifiques eux-mêmes et insiste sur le fait que les sciences sont des créations humaines destinées à servir des projets humains.

Toutefois, la puissance que donnent les systèmes appuyés sur les sciences ne peut elle-même être contrôlée qu'à partir d'une connaissance scientifique effective ; les économistes ruraux sont alors appelés à apporter leur contribution à une épistémologie qui soit elle-même une science expérimentale.

Abstract

Agricultural economists and Industrial Societies - Agricultural economists are observers of the possibilities and the limits of Industrial Societies. But the complexity of the subject of their study leads them to beware of too sweeping generalisations and they tend to mistrust the taking up of too categorical stands.

After criticising the myths growing up around the themes of pollution or of the reform of production units, the author criticises « scientist » myths themselves and stresses the fact that sciences are human creations to serve human designs.

Nevertheless, the power derived from systems backed up by the sciences can be controlled only by real scientific knowledge ; agricultural economists are then called upon make their contribution to an epistemology which is itself an experimental science.

ÉCONOMISTES RURAUX ET SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES

Essai de prospective

par Georges SEVERAC

Maître de conférences à l'INA

Les économistes ruraux sont en situation d'observateurs des possibilités et des limites des sociétés industrielles. Mais la complexité de leur objet d'étude les met en garde contre les généralisations trop rapides et ils ont tendance à se défier des prises de positions tranchées.

Après avoir critiqué les mythes qui se développent autour des thèmes de la pollution industrielle ou de la réforme des unités de production, l'auteur critique les mythes scientistes eux-mêmes et insiste sur le fait que les sciences sont des créations humaines destinées à servir des projets humains.

Toutefois, la puissance que donnent les systèmes appuyés sur les sciences ne peut elle-même être contrôlée qu'à partir d'une connaissance scientifique effective ; les économistes ruraux sont alors appelés à apporter leur contribution à une épistémologie qui soit elle-même une science expérimentale.

Agricultural economists and Industrial Societies

Agricultural economists are observers of the possibilities and the limits of Industrial Societies. But the complexity of the subject of their study leads them to beware of too sweeping generalisations and they tend to mistrust the taking up of too categorical stands.

After criticising the myths growing up around the themes of pollution or of the reform of production units, the author criticises « scientist » myths themselves and stresses the fact that sciences are human creations to serve human designs.

Nevertheless, the power derived from systems backed up by the sciences can be controlled only by real scientific knowledge ; agricultural economists are then called upon make their contribution to an epistemology which is itself an experimental science.

Les sociétés industrielles se caractérisent à la fois, par les progrès de la mécanisation des rapports des hommes avec le reste de la nature et les progrès de la planification des rapports socio-économiques. Dans les deux cas, il s'agit de substituer à l'imprévu qui est subi, du prévu qui est choisi. Il n'y a donc rien d'inattendu à ce que ces caractéristiques soient conjointes. Mais cela ne signifie pas, pour autant, que les liaisons entre elle soient faciles à élucider, qu'on puisse dire sans erreur qui subit, qui prévoit et qui choisit. C'est au contraire une préoccupation majeure de notre époque que de tenter d'y parvenir.

Quant aux économistes ruraux, leur champ d'études se situe justement à la frontière de ces sociétés industrielles, là où la mécanisation et les processus biologiques spontanés sont en balance pour la satisfaction des besoins humains, là où les petites unités artisanales et les grandes organisations économiques intégrées sont en rapport, là enfin où se confrontent les petites commu-

nautés liées à leur écologie immédiate et les grands groupes sociaux à culture et activité régnant sur de vastes domaines.

Les économistes ruraux sont donc, par profession, en situation d'observateurs des possibilités et des limites de sociétés industrielles que nous connaissons ; bon gré, mal gré, ils sont souvent tentés de prendre position sur des questions importantes pour l'avenir de l'espèce humaine.

Que ces questions se posent à eux, et qu'ils soient tentés de leur donner des réponses, ne signifie évidemment pas cependant qu'ils ont les moyens de donner les meilleures réponses. Il existe le plus souvent un tel décalage, entre l'ampleur des problèmes que l'économiste rural perçoit et les moyens matériels et intellectuels dont il dispose pour y répondre, qu'il peut être tenté par de fausses solutions : nier qu'il y ait problème, ou encore verser dans le fantasme.

Par exemple, l'économiste rural peut choisir d'adhérer pleinement au mythe d'une croissance infinie et prédéterminée des possibilités technologiques, et glisser progressivement dans le messianisme d'une société réconciliée dans le culte de la science. Passant ainsi dans le camp de ceux qui ne voient, en dehors des développements du moment, qu'archaïsme de comportement et attachement irrationnel à un passé périmé, il fera s'évanouir son objet propre d'étude pour devenir l'exécutif des pouvoirs de l'instant.

Il peut aussi verser dans un rousseauisme plus ou moins pessimiste, faire de l'économie industrielle l'incarnation du « mal » social, et des sciences, autant de manifestations de la volonté de détruire ce qui donne son sens à la vie. Pour garder la liberté de juger, il s'empêchera de savoir et d'agir.

Il faudrait certes beaucoup de courage et de talent pour échapper à l'une de ces deux attitudes, si l'objet même d'étude de l'économiste rural ne lui permettait pas de poser en termes souvent moins tragiques les questions de civilisation, et ne lui suggérait que la dramatisation idéologique n'est pas directement en rapport avec les solutions à rechercher.

Exposons, à propos de trois exemples de grands problèmes actuels, les attitudes que tendent à adopter les économistes ruraux.

I — LA POLLUTION

Commençons par le thème de la pollution industrielle. Pour certains, il est de l'essence même de toute activité qui attente à l'ordre antérieur des choses, d'être polluante ; la malédiction des principes de la thermodynamique nous condamnerait alors à la croissance zéro. A cela, l'économiste rural répondrait d'abord qu'il n'y a pas « une » pollution, mais des formes très variées d'agression subies par les organismes vivants, et pas seulement par les déchets provenant de l'activité humaine. Il dirait ensuite que les « pollutions » d'origine humaine nuisibles à l'homme sont aussi anciennes que l'espèce humaine elle-même, et plutôt moins néfastes à l'homme d'aujourd'hui qu'à l'homme d'hier. Puis il reconnaîtrait qu'il existe en effet des nuisances nouvelles particulières liées à l'industrie, mais que les agronomes et les économistes ruraux ont été parmi les premiers à les dénoncer. Enfin, il avouerait que l'espèce humaine n'est pas assurée de survivre à ces nuisances nouvelles mais que le pire n'est pas sûr non plus. Plutôt que de décréter le sauve-qui-peut, on pourrait prévenir le danger en tentant de mieux le définir pour mieux le combattre. Quant au fameux second principe de la thermodynamique, quel que soit le sérieux avec lequel il convient de prendre en compte les limites qu'il impose, il est parfaitement abusif (toute l'évolution passée de la vie le confirme et celle des systèmes socio-économiques agricoles aussi) d'y voir la condamnation du progrès de l'organisation et de l'usage raisonné des ressources naturelles. Notre

connaissance de la thermodynamique des systèmes ouverts est encore balbutiante, mais nous savons déjà que dans ce cas, les systèmes sociaux aussi bien que les systèmes biologiques étant des systèmes ouverts, les limites que l'on peut poser à l'expansion de tel système particulier dans l'espace-temps peuvent être reculées par une réorganisation interne de ce système, même s'il est vrai aussi que la question est insoluble en termes universels et que tout système rencontre un jour des limites qu'il ne sait franchir.

Pour d'autres qui font en effet confiance à la science et à la technologie pour résoudre les problèmes de la pollution, il n'y a cependant pas de solution possible dans le cadre d'une économie centrée sur le profit : cette économie serait incapable de prendre en compte le coût des nuisances engendrées par la société capitaliste. Un économiste rural peut en effet remarquer qu'il est difficile de prendre en compte des nuisances dont ceux qui font les comptes ne sont pas conscients ; il n'est pas facile de faire correspondre pouvoir de nuire et mise en cause du responsable de la nuisance : c'est même le problème politique par excellence et, que je sache, il n'y a pas de science achevée de la politique. Toutefois, est-il si évident que le marché ne sanctionne pas les nuisances ? N'est-ce pas surtout là où est refusée la sanction du marché, qu'il y a le plus de pouvoir de nuire impunément ? Comment prendre en compte sans compter, et comment compter sans prix, et comment fixer un prix sans échanges monétaires ? Et s'il doit y avoir débat, comment oublier que le marché est d'abord confrontation et débat ? Lutter contre les mauvaises conditions du débat, c'est-à-dire critiquer et améliorer le fonctionnement du marché, est une chose ; résoudre le problème, en éliminant le débat par suppression du marché, en est une autre.

Mais garder l'échange marchand comme un lieu irremplaçable du débat sur les nuisances, ne signifie ni qu'il puisse se substituer à l'analyse scientifique qui doit au contraire contribuer à rendre le débat conscient, ni qu'il puisse dispenser de l'action politique. Et il est clair que la structure passée des échanges marchands n'est pas forcément adaptée à des moyens nouveaux de produire et de combattre des nuisances qu'engendrent les Sociétés Industrielles. Le cas des marchés fonciers, qui intéresse au plus haut chef les économistes ruraux, est un exemple typique de marché en rapport avec les problèmes de nuisances, où l'on ne peut se reposer sur une structure immuable d'échanges pour permettre le débat correspondant aux actuels besoins sociaux. C'est aussi celui à propos duquel on se permet le plus aisément de proposer des remèdes, avant d'analyser ce dont il s'agit. L'alliance de l'analyse scientifique et de la pratique de décisions judicieuses est loin d'être facile dans un domaine vers lequel convergent toutes les difficultés de l'organisation socio-économique. Ce n'est pas une raison pour y renoncer et, en particulier, pour négliger en ce domaine, l'expérience passée des économies agraires.

II — L'ORGANISATION DES UNITES DE PRODUCTION

L'organisation des unités de production est également un thème très actuel, à propos duquel l'économiste rural se sent en position de critique constructive. Il lui est facile de recenser des solutions extrêmement diversifiées du conflit entre l'autonomie du travailleur individuel et la discipline socio-économique. Il peut relever que si les conflits sont toujours renaissants et les compromis évolutifs, il n'y a pas nécessairement d'antinomie irréductible entre responsabilité individuelle et organisation cohérente de la production ; les paysans acceptent de payer cher leur autonomie économique, mais pas cependant n'importe quel prix. Ils sont prêts aussi à accepter des disciplines économiques, mais pas n'importe quelle discipline.

L'économiste rural relèvera que l'agriculture a été principalement de type artisanal, et semble le rester là où ses technologies sont les plus productives. Cela ne signifie pas pour autant que cet artisanat échappe aux pressions de grandes organisations riches de capital et de moyens scientifico-techniques. Il en conclura que les rapports entre détention juridique du capital et pouvoir socio-économique sont sans doute d'une extrême complexité, de sorte qu'il sera tenté de faire une distinction entre appropriation juridique du capital et appropriation réelle. Mais à élargir indéfiniment la notion d'appropriation réelle des moyens de production, il en viendra à s'interroger sur le sens de cet adjectif « réel », et à se demander si l'on n'étend pas indûment un concept d'analyse économique au domaine social et politique.

Se posant des questions sur la nature des rapports de forces entre l'agriculture et ses fournisseurs industriels d'amont et d'aval, il perçoit la difficulté de distinguer l'une de l'autre les diverses composantes, et pourtant l'impossibilité de les réduire à une seule d'entre elles, qu'il s'agisse de la détention du capital, de la connaissance scientifique et technologique, de l'aptitude individuelle à négocier, des effets de nombre ou du rôle des structures socio-politiques.

Il ne saura pas se satisfaire d'une explication en termes d'échanges libres et volontaires entre agents économiques placés sur un pied d'égalité. L'inégalité au détriment de la grande majorité, peut-être de la totalité, des producteurs agricoles, lui semblera trop évidente ; d'ailleurs, qui peut douter que l'agriculture soit dominée par des intérêts sociaux qui lui sont extérieurs, à partir du moment où il connaît l'histoire des civilisations agraires ?

Mais il ne saurait non plus réduire cette domination à de purs effets de pouvoir de ceux qui détiennent les capitaux sur ceux qui n'en ont pas, à moins de désigner par détention de capital un ensemble si complexement structuré de richesse, de pouvoir politique et de savoir technologique, qu'il vaut aussi bien commencer par décrire, puis analyser, et enfin tenter de comprendre, le fonctionnement de cette structure.

Cette tâche n'est peut-être pas destinée à trancher le débat entre partisans de la liberté d'entreprise et partisans de la prise du pouvoir par l'avant-garde consciente de la classe ouvrière. Mais il nous semble qu'elle contribue à nourrir un débat au moins aussi actuel et aussi important pour l'avenir à notre espèce. Comment s'articulent les diverses instances qui relient le pouvoir, au sein des unités de production, au pouvoir proprement politique, et réciproquement ? Comment se définissent les diverses modalités de ces articulations ? Qu'est-ce qui est du domaine du conscient individuel ? Y a-t-il un domaine de l'inconscient collectif qui transcende toute autonomie des individus ? Quels sont les rapports entre la légitimité des techniques administratives et la capacité d'organisation sociale que représentent culture et éthique des sociétés à un moment donné ? Peut-on étendre le déterminisme des technologies en un déterminisme sociologique ? Si oui, est-ce seulement par l'intermédiaire d'un déterminisme économique, ou ne change-t-on pas la signification de ces déterminismes chaque fois qu'on étend leur champ ?

Je résume en disant que l'économiste rural est conduit à réagir en termes d'observation et d'interprétation d'une réalité encore bien mal réduite à quelques schèmes idéologiques simples, et à faire appel à l'humilité de la recherche scientifique, assortie d'un esprit critique à l'égard des valeurs culturelles dominantes.

Mais on pourra se demander que vaut alors ce retour à l'empirisme, en face des pouvoirs colossaux que dégagent les Sociétés industrielles, appuyées sur une rationalité scientifique qui semble devoir tout recouvrir ? Pourquoi perdre son temps à l'observation et à l'analyse d'une réalité socio-économique que l'on peut croire en voie de péremption, alors que les problèmes centraux de notre époque sont ailleurs ?

C'est justement parce que nous sommes à une époque où les sciences dégagent des possibilités d'action à première vue illimitée, qu'il devient essentiel de se mettre en mesure de les juger et d'analyser où nous en sommes et où nous risquons d'aller.

Et c'est là un thème auquel les économistes ruraux ne sauraient se sentir étrangers : il leur arrive trop souvent de rencontrer des problèmes de diffusion de connaissance et de reconversion culturelle, d'observer in situ ce dont les sciences instituées rendent compte, noyé dans l'immensité de ce dont elles ne rendent pas compte, pour qu'ils puissent se dispenser de se poser la question : mais qu'est-ce donc qu'une science ?

III — LES SCIENCES

Parce que les économistes ruraux ne peuvent pas ne pas percevoir que les sciences sont des produits sociaux autant que des comptes rendus de vérité sur la nature, qu'il leur est, moins qu'à quiconque, possible de confondre l'objet de leur étude avec une science achevée quelconque, ils ne peuvent pas ne pas rester critiques à

l'égard des sciences instituées s'ils veulent rester fidèles à leur projet de compréhension du domaine d'étude qui est le leur.

L'économiste rural n'a pas seulement affaire à un objet pourvu d'une existence autonome qui s'impose à l'observateur comme dans toutes les sciences ; ce qu'il étudie se présente en outre sous tous les modes de la perception sensible et intellectuelle. Non seulement il est beaucoup moins libre du choix de ses concepts qu'un mathématicien, ou des configurations matérielles qu'un physicien, mais il lui est plus difficile de sélectionner les faits à étudier en fonction des hypothèses à vérifier qu'à un astronome ou même un biologiste et, plus grave encore, il n'est pas toujours sûr de pouvoir distinguer dans les observations qui s'imposent à lui ce qui a une certaine portée et ce qui n'en a guère. A la limite, on pourrait se demander si une telle activité mérite d'être appelée scientifique.

Dans ce qu'il observe d'abord, dans ce qu'il cherche à être ensuite, l'économiste rural ne peut ni refuser l'importance majeure du fait que constituent les sciences institutionalisées, ni se contenter d'en être le serviteur aveugle.

Et si l'on pense que la première condition pour faire œuvre scientifique, c'est d'abord être en situation de connaître et de critiquer un certain type d'expérience, alors l'économiste rural vérifie cette condition en ce qui concerne le rôle social des sciences. Reste bien entendu à vérifier d'autres conditions, et en particulier être apte à bâtir des théories explicatives.

Toutefois, autant que d'autres scientifiques, et peut-être davantage, les économistes ruraux connaissent le danger d'une primauté excessive de la théorisation.

Certes, la théorisation est un puissant moyen de progrès scientifique, et aucune science ne saurait s'en passer. Mais ce moyen n'est efficace qu'autant qu'il est subordonné à quelque chose. Qu'est alors ce quelque chose ? Certains diront que la théorie doit être subordonnée aux faits. Sans aucun doute mais on sait qu'il n'existe pas de faits totalement indépendants du système d'observation et tout système d'observation suppose une théorisation, si rudimentaire soit-elle. Alors s'agit-il d'une cohérence de type métaphysique ? Depuis Kant, Hegel et Marx, on sait qu'il est vain de fonder la science sur une telle cohérence et les recherches logiques modernes n'ont pu que le confirmer. Il n'y a de cohérence scientifique que relative, et la cohérence n'est que l'une des conditions de validité d'une théorie.

Alors on ne voit guère d'autre choix possible, pour ce quelque chose auquel doit se subordonner la théorisation, que la cohérence qui existe entre l'interprétation par les hommes de leur propre expérience et la recherche de leurs intérêts les plus généraux. Ce qui distingue la connaissance scientifique de la simple sensation immédiate n'est pas l'organisation en théorie cohérente, qui n'est qu'un aspect de la réussite de la démarche

scientifique, c'est l'aptitude à donner d'un objet une représentation valide pour un vaste champ de comportements humains. Les conditions de validité ne sont certes pas du domaine de l'imagination libre, mais l'histoire passée des sciences paraît avoir assez régulièrement condamné ceux qui avaient cru à une validité parfaitement indifférente à tout usage humain de la connaissance scientifique.

La recherche scientifique n'a peut-être pas besoin, comme paraît le dire l'historien américain des Sciences Thomas S. Kuhn, dans son ouvrage sur la structure des révolutions scientifiques (1), de s'appuyer sur un quelconque réalisme métaphysique, mais dirons-nous, il lui est impossible de ne pas se référer, à un moment ou à l'autre, à un projet conçu, ne serait-ce qu'un projet d'observation sélective.

Etre conscient de cette nécessaire référence n'est pas pour autant désirer réduire la science à une technologie, c'est au contraire éviter de lier la connaissance scientifique à des projets humains trop contingents. Mais l'ascèse totale est impossible et l'ascèse en elle-même ne saurait suffire à fonder une science. La démarche scientifique ne saurait donc se reposer sur la certitude rassurante d'atteindre un jour une vision du vrai transcendant toute expérience humaine.

Les époques du progrès triomphant des sociétés industrielles sont justement allées de pair avec la croyance en une science d'où toute référence aux hommes serait exclue dans la description des lois de la nature. Mais, des espoirs démesurés en ce sens qu'avaient fait naître les progrès de la physique et de la chimie depuis trois siècles, les décennies qui viennent de s'écouler ne laissent que des décombres, d'où émerge pourtant une construction scientifique plus que jamais solide et conquérante.

Comment se fait-il alors, dirait-on, si les sciences sont des créations humaines pour servir des projets humains, qu'elles paraissent toujours plus progresser vers une vérité ultime qui ne doit rien à la subjectivité humaine ?

La réponse est simple : les sciences ne progressent pas vers une vérité ultime, et affirmer qu'elles le font c'est désirer fonder un projet politique bien déterminé, celui de réduire à une fraction des hommes et des sociétés le droit de décider ce qu'est la vérité pour les autres.

Les sciences ne progressent pas vers une vérité ultime pour une raison évidente : le champ de validité des théories scientifiques non seulement n'est jamais universel, mais, lorsqu'il s'étend, c'est pour élargir le domaine du réel, non pour le limiter, pour accroître la pluralité des expériences humaines concevables, non pour la réduire. Le progrès des sciences ne simplifie

(1) KUHN (Thomas S.) : *La structure des révolutions scientifiques*. Nouvelle bibliothèque scientifique dirigée par Fernand Braudel. Trad. française de 1972. Flammarion. Paris.

jamais l'expérience humaine mais l'enrichit, il n'aggrave pas la fatalité du déterminisme mais la fait reculer, bref, il n'est pas asservissement des consciences humaines à la nécessité, il est prise de conscience de moyens de choisir la nécessité.

D'où vient alors que le « postulat d'objectivité » dont parle J. Monod, et son corollaire de réalisme métaphysique d'une matière qui est ce qu'elle est, paraisse si fondamentalement lié à la démarche scientifique ? Là encore la réponse nous paraîtra simple : les sciences, puisqu'elles visent à accroître notre liberté d'action, ne peuvent que sélectionner les modalités d'existence qui facilitent l'exécution de nos projets, c'est-à-dire poser en principe que cela fonctionne dès qu'on le fait fonctionner ; et, indiscutablement, il y a des fonctionnements, et c'est le rôle même des théories que de décrire des fonctionnements qui n'ont pas besoin de notre effort et de notre souffrance constante pour fonctionner.

Mais si la vision qu'elles nous donnent est, en un certain sens, vraie, comme toute vision, l'extrapolation métaphysique est le plus grand risque que courent et la science, et notre civilisation. Car il est indiscutable que nous faisons des efforts pour faire fonctionner, en réalité, nos théories.

C'est une chose, en effet, que d'utiliser la théorisation pour donner de notre monde une représentation nous permettant d'avoir prise sur lui aux moindres frais ou pour de plus amples résultats. C'en est une autre que d'arguer des réussites de la théorisation pour substituer la « Vérité Scientifique », c'est-à-dire un produit social, à la totalité des expériences humaines.

On ne s'en sort certes pas en relativisant à outrance les sciences pour retomber dans un solipsisme intolérable. Car les sciences non seulement existent, donnent du pouvoir à qui sait en user, ou en abuser, mais sont indispensables à ceux qui les utilisent pour mentir.

Mais on ne s'en sort pas non plus en arguant des droits imprescriptibles de la vérité, confondant ainsi volontairement le droit de tout homme à sa vérité et l'imposition à tout homme de la vérité de quelques-uns. Car les sciences, n'énonçant jamais que des vérités partielles, ne peuvent pas être conscientes des vérités qu'elles ignorent, et il s'en faut de beaucoup qu'il y ait une frontière bien claire entre découverte scientifique et exploitation pratique de cette découverte.

IV — FAUT-IL JUGER LES SCIENCES ?

Je me suis laissé aller à évoquer des problèmes bien vastes, et pourtant je ne crois pas avoir oublié que je parle d'économie rurale.

Qu'y a-t-il de plus courant, en matière de gestion des ressources naturelles, de transformation des comportements de producteurs agricoles, d'analyse des rapports des hommes avec leur milieu, que la tentation de substi-

tuer une prétendue vérité scientifique aux expériences quotidiennes des hommes ? Est-ce par hasard, si la prise de conscience d'oppressions liées à l'usage abusif des sciences est contemporaine, simultanément, de la désarticulation des économies paysannes et de la prétention à une gestion totalement rationnelle de l'économie ? Doit-on penser que les problèmes suscités par la collectivisation agraire dans les pays socialistes ne doivent rien à une conception biaisée du rôle social des sciences, et au-delà, à une méprise sur la nature de la connaissance scientifique ? Est-ce enfin une simple coïncidence si l'apparition d'interrogations sur le devenir de l'espèce humaine, après des décennies de révolutions de plus en plus radicales dans la structure de théorisations scientifiques, est contemporaine de la croissance rapide des connaissances que les hommes acquièrent sur les hommes, et de la coexistence des plus formidables moyens de s'abstraire des contingences de la nature avec la plus grande crainte de voir la nature sur laquelle nous comptons nous manquer bientôt ? Enfin, quels sont les rapports exacts qu'entretient avec cette production des sociétés industrielles qu'est l'idéologie marxiste, la greffe technologique et culturelle qui s'est opérée dans l'Est de l'Europe et en Extrême-Orient, et qui entretient avec les paysans de là-bas des relations qui agitent si fort notre culture elle-même et ses bases sociales ? Est-il même du devoir des économistes ruraux de participer à la création des conditions socio-économiques du progrès des sciences ou n'ont-ils pas au contraire le devoir de s'y opposer ?

Mais si je viens de poser ces questions provocantes, c'est bien entendu pour dramatiser quelque peu en tombant dans le travers que je dénonçais tout à l'heure, et il ne s'agit de dramatiser que dans la mesure où il convient de prendre conscience d'un besoin d'action.

Certes, je ne pense guère que nos sociétés évolueront sans conflits vers d'harmonieuses sociétés post-industrielles adonnées aux arts et à la cueillette des fruits et des fleurs dans le jardin d'Eden. L'invention de l'agriculture nous a irrévérablement engagés dans le destin qui consiste à aménager la nature pour survivre, et l'invention des machines nous a également engagés jusqu'à une mort à terme indéfini dans des disciplines collectives de production, de consommation et de recherche scientifique. Je ne partage guère l'espoir de ceux qui croient à une croissance généralisée du temps d'activité individuelle soustrait aux disciplines sociales.

Mais il n'y a pas de raison de ne pas espérer qu'à travers tâtonnements et conflits, cette discipline pourra, non seulement être de plus en plus librement consentie mais diversifiée dans ses modalités.

Je ne pense pas non plus que le gain de liberté que procure le progrès scientifique sera automatiquement mis au service d'une société stabilisée et harmonieuse. Au contraire, ce gain de liberté a de fortes chances de se traduire d'abord en suppression d'entraves à l'agressivité, avant de devenir conscience des limites que l'on doit respecter dans son propre intérêt et aide que l'on

peut fournir aux autres. Aussi, faire de la vérité scientifique le juge politique suprême, c'est préparer, ou plutôt c'est déjà avoir provoqué l'apparition du pouvoir politique le plus intolérant et le moins conscient de sa propre brutalité qu'ait connu l'humanité.

Mais il reste une voie ouverte : elle emprunte à la méthode scientifique, puisqu'il s'agit d'élaborer une connaissance qui donne effectivement les moyens de savoir ce que nos sociétés peuvent espérer des sciences et ce que les sciences ont le devoir d'exiger des sociétés. Bref, notre époque doit élaborer une épistémologie de plus en plus consciente de ce qu'elle dit et de plus en plus sûre de ce qu'elle prévoit, osons dire une épistémologie qui soit elle-même une science expérimentale.

Il est sûr cependant qu'un tel projet ne peut pas reposer sur le postulat préalable qui paraît indispensable pour toute science expérimentale : cela n'a pas de sens en effet, après ce que nous venons de dire, que d'affirmer que l'objet de cette science, c'est-à-dire les sciences elles-mêmes, est prédéfini avant toute théorisation. A peine le projet apparaît-il comme indispensable qu'il paraît perdre toute consistance.

Est-ce si sûr ? L'objet en cause en effet n'est pas je ne sais quel absolu de vérité théorique ou métaphysique, mais cela ne l'empêche pas d'exister et de fonctionner dans l'expérience sociale de tous les jours et de tous les temps. Il s'agit du savoir organisé, plus ou moins institutionnalisé, et qui fait ses preuves en tant qu'instrument de prévision et d'action. Si on ne peut juger à priori de son essence ni se référer à un étalon de vérité éternelle pour juger de la mesure dans laquelle il se rapproche d'une certaine essence, il y a tout de même un critère pour rendre compte de sa vérité : c'est de s'assurer qu'il fournit bien les pouvoirs qu'il prétend fournir, et, en particulier, qu'il ne ment pas lorsqu'il écrit l'expérience de chacun des hommes ou qu'il assure faire leur bonheur. On en viendra donc à fonder ce projet sur l'étude et l'analyse de la validité

des projets individuels et sociaux que fondent les sciences. On pourra craindre alors que soit substitué un critère de morale politique à un critère de vérité, et on peut multiplier les exemples de pratique désastreuse qui en découlent. Sans doute. Mais nous répondons :

1) Cela n'a rien de très nouveau. C'est toujours en définitive un usage social qui sanctionne la vérité scientifique, même s'il est évident qu'elle ne saurait se dispenser de créations individuelles.

2) Ce qui est désastreux pour le progrès des sciences n'est pas de confronter prétentions théoriques et validité de fait, c'est d'opposer à une validité de fait une prétention théorique à la vérité absolue.

Il appartient au combat politique et à la bonne volonté de tous que soient réunies les conditions de respect mutuel et d'ouverture sociale qui éviteront de bloquer la création scientifique, mais si celle-ci a le droit d'exiger qu'on lui permette de fonctionner d'abord selon ses propres critères, on ne garde pas moins le droit de l'obliger à rester consciente de sa nature sociale et de lui interdire la forfaiture qui consisterait à favoriser, au nom de la vérité, l'étouffement du savoir des autres.

Parce que les économistes ruraux sont en mesure d'observer souvent que soumettre la vérité scientifique au jugement des non-savants, au jugement en terme d'usage valide bien évidemment, pas à un jugement au niveau du discours théorique de la science ou à un jugement sur la manière de créer la vérité scientifique, favorise plus qu'il ne limite le progrès des sciences, ils peuvent envisager le projet d'une épistémologie expérimentale avec un relatif optimisme.

Et cet optimisme n'est pas seulement empirique : comment en effet l'universalité du savoir pourrait-elle être obtenue à partir du rejet du savoir universel ? Et comment respecter le savoir universel sans commencer par respecter chaque homme qui sait parce qu'il a projeté et agi ?

DISCUSSION

M. Tardy. — Un problème concret actuel préoccupe fort les adolescents : celui de la pollution. Ce problème relève de l'économie, puisqu'il s'agit des bien quantifiables et des bien mal ou non quantifiables. Comment chiffrer la valeur de l'air pur, de l'eau pure, de la verdure, du silence ?

Les ruraux ont la chance de connaître ces « valeurs ». « Qualité de la vie » ou « équilibre des écosystèmes », le problème n'en reste pas moins angoissant.

M. Séverac. — Beaucoup de ruraux, mais certainement pas tous, on en effet la chance de disposer gratuitement d'air pur, d'eau pure, de verdure, de silence, et beaucoup de citadins souffrent d'en être privés et paient, quand ils le peuvent, sous diverses formes, pour en bénéficier de temps à autre. Les systèmes économiques, l'imagination des hommes et l'accroissement de leurs ressources aidant, sont donc capables de rendre mesurables en monnaie des biens dont l'usage demande un effort préalable parce qu'ils se font rares. Le problème n'est donc pas tellement de distinguer entre biens quantifiables et biens non quantifiables.

Il est plutôt le suivant ; est-ce que les tendances actuelles de nos systèmes socio-économiques ne risquent pas d'entraîner des dégâts irréversibles dont la prise de conscience sera trop tardive ? Ou encore : est-ce que la régulation par les prix et les pouvoirs publics nous assure une survie satisfaisante ? L'extrapolation sur un siècle des tendances des vingt-cinq dernières années conduirait à une réponse apocalyptique. Le fait que cette extrapolation fasse l'objet de multiples constatations depuis une décennie est, au contraire, un élément d'espoir. Dans tous les cas, il est à la fois certain que les rapports ville-campagne devront être réaménagés et que ce réaménagement prendra en comp-

te des calculs économiques se donnant des objectifs et des modes de quantification quelque peu différents du passé.

M. Pinier. — La culture paysanne ne peut se maintenir que si le « paysan » a un successeur dans son exploitation... Les jeunes n'acceptent plus ce « moyen de vie » par rapport au « genre de vie » des autres milieux, même agricoles.

Si la survie du « paysan » est souhaitable, ne faut-il pas alerter dès maintenant les pouvoirs publics et les responsables pour qu'on puisse allier, sous ce terme le mode et le genre de vie ?

M. Séverac. — Il y a et il y aura dans le monde beaucoup de paysans, longtemps encore. On n'a toujours pas inventé le moyen d'améliorer leur sort sans développer les activités économiques industrielles et commerciales. Comment, dans la plupart des pays, développer ces activités sans créer des inégalités insupportables au détriment des paysans, et en décourageant les progrès de production agricole ? A cette question, on peut apporter des réponses d'autant plus satisfaisantes que l'on sait mieux combiner investissements, éducation, encadrement technique et consensus socio-politique en vue du développement économique ; mais, dans tous les cas, l'inégalité au détriment des paysans a des chances de durer quelques décennies et de s'accompagner de migrations assez massives des campagnes vers les villes.

M. Pinier. — Dans quelques rares pays (Europe nord-occidentale, USA, Canada, Australie...) le nombre de jeunes qui adoptent le métier d'agriculteur est désormais si faible qu'on peut, en effet, y envisager une politique attachant autant et peut-être bientôt plus d'importance à l'aménagement du cadre de vie rural qu'à la hausse de la productivité du travail agricole, assortie d'une migration des paysans à ressources insuffisantes vers les villes.